

Au pays des idées

Christian Barsoc, *Rouge* n° 1698, 12 septembre 1996

La mine satisfaite de Juppé annonçant la baisse d'impôt constituait un tel sommet de comique grinçant, que cette chronique paresseuse se contentera de puiser à nouveau dans *Le Monde Diplo* du mois d'août, pour commenter un article de François Brune sobrement intitulé « De l'idéologie aujourd'hui », et qui s'applique assez bien au discours économique.

D'abord le mythe du progrès. Ce sujet obligé de devoir de vacances est ici traité sous l'angle du changement, nécessaire sous peine de ne pas être crédible. Les mauvais esprits pensent en vrac aux « nouveaux critères de gestion », aux nouveaux défis de ceci ou cela, à la nécessité de changer de sigle pour être contemporain, à l'illusion dépassée du plein emploi. Cet angle d'attaque est très pertinent parce qu'il permet de souligner les procédés d'intimidations courants dans le débat social. L'idée qu'il faut changer, de toute manière et à tout prix, sert à invalider comme conservatrice toute réflexion sur les raisons mêmes du changement, et surtout sur la direction qu'il prend. D'où une règle absolue : faire comme les enfants qui demandent toujours pourquoi. Leurs questions sont toutes bêtes mais vous plongent souvent dans l'embarras. Allez expliquer le chômage à un enfant ! Avec les idéologues libéraux, c'est pareil. Un exemple entre cent : ils nous assènent que le vieillissement de la population conduit à une crise des retraites. Admettons. Mais pourquoi les fonds de pension résisteraient-ils mieux que le vieux système de répartition ? Il n'y a pas de vraie réponse sinon le passage en force de la nouveauté (qui n'est souvent d'ailleurs qu'un archaïsme plus rétro que celui qu'il veut remplacer).

Le primat du technique est le second pilier de l'idéologie moderne. Il revêt en économie une forme particulièrement pesante qui oppose à tout discours critique les « lois » de l'économie sur la base d'arguments techniques. Par exemple, on ne peut réduire le temps de travail sans baisser les salaires, à cause de la compétitivité. Il y a d'un côté les techniciens, et, de l'autre, les rêveurs, à qui il faut parler doucement pour ne pas les blesser, un peu comme on le fait avec un vieillard. Mais oui, pépé, le social ! Mais il faut d'abord réduire le déficit ! (Il ne m'entend pas). Voilà un moyen habile de déconsidérer les discours les plus radicaux.

Le dogme de la communication conduit à ce discours schizophrénique de la société sur elle-même, qui fait parfois naître un malaise difficile à cerner. A l'insupportable montée d'angoisse, de misère et de chômage, on oppose cette conception lénifiante d'un monde où il suffit de parler de ce qui ne va pas pour

que le problème soit réglé, classé, euphémisé et en fin de compte nié. De la même manière que l'on appelle les sourds mal entendants, on parlera d'exclus plutôt que de pauvres, de SDF plutôt que de mendiants, de plans sociaux plutôt que de charrettes, etc. Le jour où nous mettrons de nouveau le feu à la Bourse, ils trouveront le moyen de parler de « déficit de communication » !

Tout cela dessine ce que Brune appelle la religion de l'époque. « Comment peut-on, en 1996, défendre encore le principe du secteur public ? », alors que la vraie question est de savoir pourquoi ce qui était possible en 1946 ne l'est plus en 1996. Cette rhétorique moderne se transforme en une force matérielle qui contribue à fonder la légitimité de l'ordre bourgeois. Dans le domaine aujourd'hui déterminant de l'économie, on pourrait parler d'un véritable appareil idéologique d'Etat (comme disait Althusser) qui fonctionne comme une industrie à produire des évidences. Il se trouve cependant que son rendement baisse, que les effets de manche des avocats du capital tombent à plat. Au pays des idées, les retournements sont certes longs à mûrir, mais quand ils se déclenchent, c'est souvent avec une surprenante brutalité.

Rassurons pourtant ceux d'en haut. Il reste du chemin à faire et le meilleur moyen de s'en convaincre est de lire, dans le même numéro du *Diplo*, l'article de Joël de Rosnay, intitulé « Ce que va changer la révolution informationnelle ». C'est un étonnant condensé d'idéologie dont on extrait cette phrase au hasard : « Le ralentissement de la croissance, la montée du chômage et la contestation du rôle traditionnel des élites politiques et économiques traduisent la rapidité de la transition entre sociétés industrielle et informationnelle ». Puisqu'on vous le dit !